

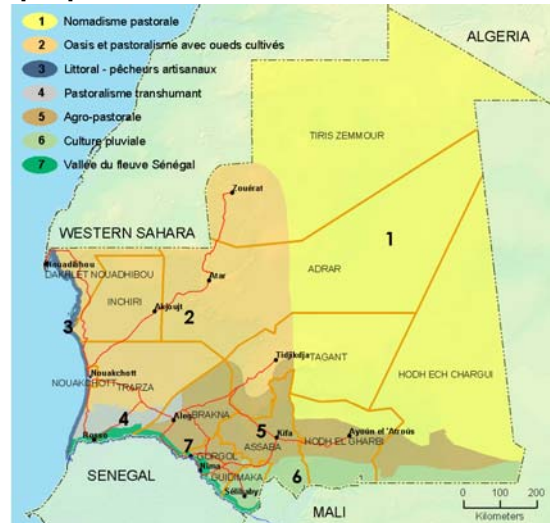
## MAURITANIE

### Mise à jour de la sécurité alimentaire

Février 2008

- Malgré la rapide dégradation dans la zone pastorale et l'ouest de la zone agropastorale (zones 4 et 5, Graphique 1), et la forte hausse des prix des denrées alimentaires dans les marchés du pays, la situation alimentaire en février est marquée par une sensible baisse de l'insécurité alimentaire par rapport à la même période de l'année dernière dans d'autres parties pastorales dans la zone 5 et dans les parties de la zone agricole où les productions de l'irrigué et des cultures de décrue (walo et bas fonds) (zone 7) ont contribué à améliorer les disponibilités cérésières des ménages (Graphique 2). Cependant, un choc comme une flambée des prix ou/et une accentuation de la chute des prix des petits ruminants, qui est fortement probable en tenant compte de l'évolution actuelle des marchés, pourrait causer une forte dégradation de la sécurité alimentaire d'ici jusqu'à la fin de la prochaine saison hivernale pour les zones de production unique des cultures pluviales et du pastoralisme transhumant (zones 6 et 4), aussi bien que pour les populations qui dépendent des marchés, comme les bidonvilles et les quartiers périphériques des centres urbains.
- L'évolution actuelle des marchés montre une dégradation des conditions d'accès alimentaire dans le sud-est de la zone des cultures pluviales (zone 6), dans le nord de la vallée du fleuve Sénégal (zone 7), et dans le centre de la zone agro-pastorale (zone 5). Cette dégradation est due à la médiocrité de la production cérésièrè pluviale pendant 2007/08, causée par une mauvaise pluviométrie et des difficultés d'accès aux semences. L'accès est aussi limité du à l'interdiction des exportations cérésièrèes maliennes par les autorités de ce pays depuis le début décembre 2007.
- Une hausse des niveaux d'insécurité alimentaire est aussi notée dans les bidonvilles et les zones péri urbaines, en raison de la forte hausse des prix des denrées alimentaires de base et des services sociaux.
- Le retour des 24 000 réfugiés mauritaniens pourrait aussi créer des déséquilibres de la sécurité alimentaire dans les zones réceptrices (5 et 7), si le Gouvernement, le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) et le Haut Commissariat des Réfugiés (HCR) n'arrivent pas à mobiliser tous les fonds nécessaires à leur prise en charge

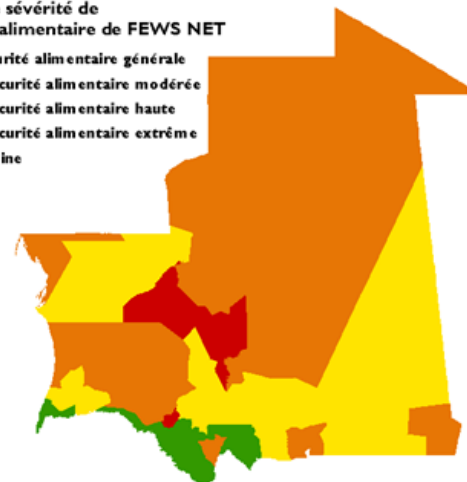
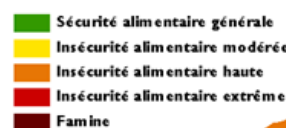
**Graphique 1.** Carte des zones d'économie alimentaire



Source : FEWS NET

**Graphique 2.** Estimation de la sécurité alimentaire courante, premier trimestre 2008 (Janvier à mars)

L'échelle de sévérité de l'insécurité alimentaire de FEWS NET



Source : FEWS NET

**Sécurité alimentaire courante**

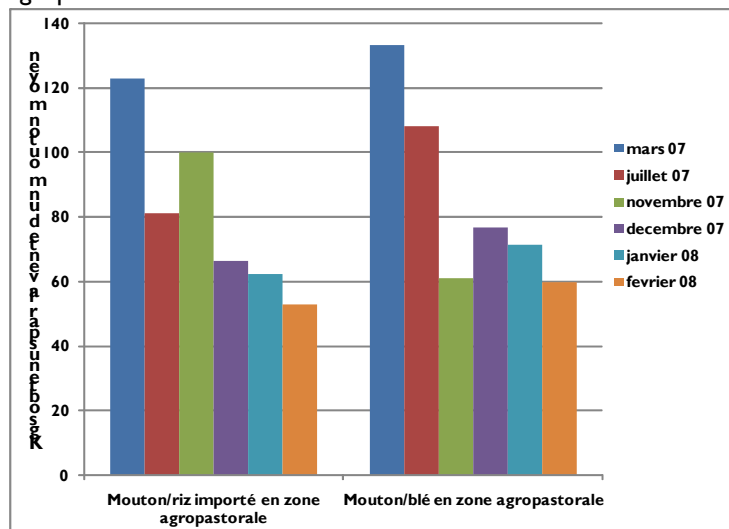
Les niveaux de l'insécurité alimentaire sont en baisse en février comparées à la même période de 2007 dans le sud de la vallée du fleuve (7), dans le sud de la zone agropastorale (5), et dans l'ouest et le centre de la zone de cultures pluviales (6), où les productions de l'irrigué et des cultures de décrue (walo et bas fonds) ont contribué à améliorer les disponibilités céréalieres des ménages. Toutefois, du fait que les cultures de décrue et irriguées n'ont donné que des résultats moyens, cette situation pourrait se dégrader dès le début du deuxième trimestre de 2008 (avril à juin), quand ces récoltes sont consommées et ces ménages se tournent encore vers les marchés. Il est, alors, importants que les programmes d'urgence développés par le gouvernement et ses partenaires sont aptes à contenir les effets d'une hausse constante des prix des denrées alimentaires de base et d'une chute drastique de ceux des petits ruminants (du au fait que les animaux deviennent maigres et les éleveurs multiplient leurs ventes pour limiter les risques de pertes), surtout parce que les ventes des animaux constituent, avec les retombées de l'exode, l'un des principales sources de revenus des ménages ruraux.

En ce qui concerne les prix, le prix du kilogramme de sorgho pluvial, qui avait accusé une baisse de 9.1 pour cent (soit 20 UM de moins) par rapport à la moyenne des cinq dernières années après les récoltes de novembre, est reparti en hausse, passant de 120 UM en janvier à 150 UM en février. Le prix du sorgho de décrue reste stable à 800 UM les quatre kg, bien qu'on soit en période de récolte. Dans un tel contexte, la baisse du prix des petits ruminants (15 à 20 pour cent par rapport à janvier) en zone agropastorale traduit, à la fois, la médiocrité de la production céréalier et la dégradation des conditions pastorales. Comme en janvier les petits éleveurs sont entrain de multiplier leurs ventes pour faire face à la situation, alors que les grands éleveurs ont déjà anticipé leur transhumance.

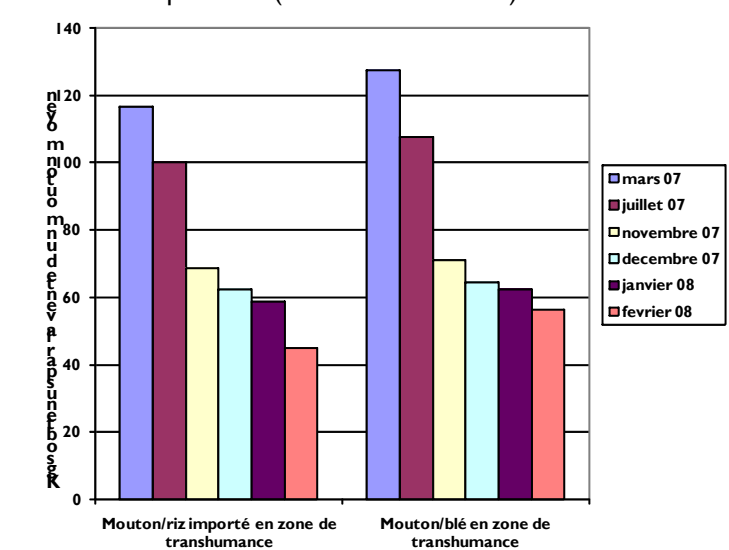
Dans les pauvres espaces urbains (bidonvilles et quartiers périphériques) l'insécurité alimentaire est en hausse d'un niveau haut ou extrême, due à la hausse des prix des denrées alimentaires importées qui s'est accentuée en février suivant, en partie, la hausse des prix des cours mondiaux du pétrole et des céréales. Les stratégies habituelles de ces populations pour faire face à une telle situation incluent le recours aux aliments de seconde qualité et la modification des habitudes alimentaires, comme le saut de repas. Le gouvernement et ses partenaires sont en train de finir une enquête conjointe sur les niveaux d'insécurité alimentaire actuel dans ces endroits.

**Marchés, échanges, et accès aux denrées alimentaires**

**Graphique 3A.** Evolution des termes d'échange en zones agropastorale



**Graphique 3B.** Evolution des termes d'échange en zone de transhumance pastorale (marché de Mederdra)



Source graphiques 3A et 3B : FEWS NET Mauritanie

Les marchés sont bien approvisionnés en denrées alimentaires importées en février, malgré les prix hauts, et la disponibilité en céréales traditionnelles s'est légèrement améliorée temporairement avec les récoltes de la décrue. Toutefois, le blocage des exportations de céréales maliennes (mil, sorgho, et maïs), et la réduction de celles en provenance du Sénégal (qui ne portaient que sur le riz et le maïs cette année après la mauvaise production de 2007/08 dans ce pays) affectent considérablement les ménages des zones 6, 7, et 5 qui, faute de pouvoir en bénéficier, sont obligés de multiplier les ventes des animaux pour recourir aux marchés, où les prix sont en constante hausse.

Dans les zones où les productions du pluvial ou de la décrue ont été relativement moyennes, on a assisté à une modification des traditionnels mécanismes d'échange, car les céréaliers ont abandonné les marchés locaux et se sont réorientés vers les marchés qui offraient de meilleurs pouvoirs d'achat. Par exemple, les marchés de Bassikounou et de Adel Bagrou au Hodh Echargui, ceux de Voulaniya et de Modibougou au Hodh El Gharbi, qui étaient les principaux centres de collecte et de redistribution vers l'intérieur des Hodhs (principalement les capitales régionales Nema, Aïoun, et Kiffa) ont de plus en plus tendance à alimenter les marchés du Tagant et de Nouakchott. Au Gorgol, les céréaliers de la moughataa de M'Bout, qui ravitaillaient les villages du nord du Guidimakha et de l'ouest de l'Assaba, se sont réorientés vers celui de Kaedi, qui n'était, jusque là, essentiellement alimenté par les productions de l'Aftout, du sud du Guidimakha, du Mali, et du Sénégal.

La baisse des exportations maliennes à Nouakchott pourrait expliquer la baisse de l'offre et, en conséquence, la hausse des prix dans les deux Hodhs, l'Assaba, le Tagant, et le Gorgol. Celle observée au Brakna et au Trarza s'expliquerait par la baisse des exportations sénégalaises.

Dans les marchés de bétail, la chute des prix affecte principalement les petits ruminants. Déjà en janvier on notait que l'offre était assez importante dans les marchés de collecte de l'est (Adel Bagrou, Timbedra, Kobenni, et Voulaniya). Actuellement, le phénomène s'est étendu à toute la zone agropastorale, où, en raison de la médiocrité de la production de décrue, les ménages sont obligés de multiplier les ventes autant pour l'alimentation de ceux qui restent en place, que pour l'approvisionnement de ceux qui se préparent à aller en transhumance.

Partout, les termes d'échange continuent de se détériorer au détriment des éleveurs, et tout laisse croire que la détérioration de ces termes va s'accroître, car même si on assistait, dans les mois à venir, à une remontée des prix des animaux, la hausse des prix des denrées alimentaires importées serait telle que les termes d'échange ne pourront pas évoluer en faveur des éleveurs (Graphiques 3A et 3B.)